

On ne saurait trop regretter que ce programme vienne si tard. Il n'est pas tellement novateur, ingénieux ou sans précédent qu'il ait fallu mobiliser pendant les six derniers mois, pour l'établir, les cerveaux de tous les ministres et de tous les fonctionnaires. Un personnel compétent aurait pu en quelques semaines le concevoir et on l'aurait ainsi présenté plus tôt. Quels que soient les résultats des élections prochaines, ce gouvernement apparaîtra aux yeux de tous les Canadiens et pour de longues années, comme étant le plus impitoyable et le plus insensible qu'on ait jamais eu, un gouvernement dépourvu du sens d'urgence et de commisération que tout gouvernement démocratique devrait avoir.

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, après avoir entendu la déclaration de l'honorable ministre des Finances (M. Benson), je pensais qu'en tout dernier lieu, il nous annoncerait des élections générales pour le mois de décembre, parce que, à mon avis, le programme qu'il vient d'annoncer est un à tendance électorale.

Monsieur l'Orateur, il s'agit d'un programme organisé par des économistes—comme d'habitude—qui ont conseillé au gouvernement de présenter à la Chambre et au public de nouvelles mesures visant à créer des emplois au Canada. Toutefois, d'autres économistes, qui ont probablement fréquenté les mêmes universités, ont conseillé le chef des conservateurs progressistes en lui disant exactement le contraire. Quant aux économistes du Nouveau parti démocratique, ils ont proposé une autre solution.

Monsieur l'Orateur, deux paragraphes du discours de l'honorable ministre des Finances m'ont particulièrement frappé. J'aimerais tout d'abord citer le dernier paragraphe:

Monsieur l'Orateur, l'économie est forte et elle progresse. Les mesures que j'ai proposées aujourd'hui sont destinées à la maintenir dans cette direction.

Or, aujourd'hui, quelques heures à peine avant que le ministre ne s'adresse à la Chambre, je lisais dans le journal *Le Droit* d'aujourd'hui deux articles que je citerai. D'abord, on pouvait lire ce qui suit:

Hausse marquée du taux du chômage . . .

Dans le même journal, un autre article traite d'une «hausse sensible de nos exportations vers les États-Unis».

• (9.20 p.m.)

A midi ou hier, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) disait: Nous commençons à ressentir les mauvais effets de la surtaxe de 10 p. 100. Aujourd'hui, le journal *Le Droit* annonce que les exportations canadiennes aux États-Unis ont augmenté, en dépit de la surtaxe américaine. Qui ment au Parlement et à la nation canadienne? Les économistes ou bien le gouvernement?

Monsieur l'Orateur, j'ai été étonné aujourd'hui d'apprendre, par la voie des journaux, que nos exportations augmentent malgré la surtaxe, et d'entendre le gouvernement dire que la surtaxe est la cause de l'augmentation du taux de chômage. Et maintenant, le ministre des Finances dit, et je cite:

Monsieur l'Orateur, l'économie est forte et elle progresse.

Tout le monde est unanime à dire, au contraire, que l'économie ne progresse pas et qu'elle est loin d'être forte. Et je poursuis la citation:

Les mesures que j'ai proposées aujourd'hui sont destinées à la maintenir dans cette direction.

Si nous maintenons l'économie dans la direction où elle est orientée aujourd'hui, dans un an d'ici nous serons encore en plus mauvaise posture que nous le sommes présentement. Seulement, ce qui m'a frappé aussi, ce sont les propos du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui crie depuis plusieurs semaines: Donnez-nous un programme! Nous avions également crié en 1962 aux conservateurs progressistes, qui étaient au pouvoir: Donnez-nous un programme! Ils ont attendu de se faire battre aux élections. Monsieur l'Orateur, on n'a rien proposé de concret.

Les membres du Nouveau parti démocratique disent la même chose: Cela ne créera qu'environ 15,000 emplois.

Monsieur l'Orateur, ce sont les économistes que je tiens responsables de la situation dans laquelle nous sommes. Ce sont de mauvais conseillers, des gens qui sont dans les nuages. En bon français, on dit qu'ils sont perdus dans la brume, qu'ils n'ont pas les deux pieds sur la terre. Et l'on me demande: Où sont les économistes du Crédit social? Des économistes de cette sorte-là, je n'en veux pas!

Les vrais économistes, monsieur l'Orateur, ce sont les cultivateurs, les ouvriers, ceux qui savent ce que c'est que de gagner un dollar et travailler à bâtir le Canada au lieu de créer des embûches comme les économistes le font présentement.

Les économistes utilisent de beaux termes. Le discours du ministre des Finances est la composition d'un économiste. Le ministre des Finances a dit que des économistes . . .

Une voix: Nommez-en!

M. Caouette: Oh! Je peux certainement en nommer. Le premier serait, à mon sens, le gouverneur de la Banque du Canada. Il sait comment imposer un taux d'intérêt, mais il ne sait pas comment distribuer le crédit ou le faire naître selon les données statistiques de la production canadienne.

Je continue à citer:
... le gouvernement estime qu'il doit faire tout son possible pour ranimer l'économie et provoquer une demande accrue de biens et de services.

Cela signifie qu'il faut dépenser plus. C'est intéressant, pour celui qui est pauvre, de se faire dire par le gouvernement: Mon vieux, si tu veux contribuer à la relance de l'économie, dépense un peu plus! Tu n'as rien, mais dépense plus! C'est intelligent! Un économiste prétend qu'il faut dépenser plus. Je continue la citation:
Je rappelle à la Chambre que les dépenses des particuliers équivalent aux deux tiers du revenu national et sont par conséquent le fondement de toute notre économie.

Les économistes viennent à bout de le comprendre! Toutefois, on tolère un système qui empêche les gens de dépenser parce qu'ils sont démunis d'un pouvoir d'achat. Qu'est-ce qu'on fait pour essayer de maintenir les choses en place? Un petit peu, pas tellement!

On crée toutes sortes de commissions: des commissions d'étude qui vont en Gaspésie vérifier s'il s'y trouve des pauvres, des commissions sur le bilinguisme, car on entend dire que c'est la faute des Canadiens français si les Anglais sont mal pris ou vice versa. Ils sont mal pris tous les deux, parce qu'on ne possède pas les moyens permettant à notre économie d'avoir un fondement logique et normal.

Nous distribuons des allocations de bien-être social, des pensions de sécurité de la vieillesse et des prestations